



## FRANCE

# « Je n'accepte pas la désinvolture » de M. Blanquer

Le président du Conseil supérieur des programmes annonce sa démission

## ENTRETIEN

Sur fond de désaccords avec le ministre de l'éducation, Michel Lussault, le président du Conseil supérieur des programmes (CSP), annonce dans *Le Monde* sa démission. Celui qui incarne et défend, depuis 2014, cette instance indépendante créée par la loi de refondation de l'école (2013) laisse derrière lui un bilan marqué par la réécriture du « socle commun », puis des programmes du primaire et du collège. Les déclarations du ministre, Jean-Michel Blanquer, sur les méthodes de lecture, la fin du prédictat en grammaire ou l'approche chronologique en littérature, ont délibérément ignoré le rôle du CSP.

**Avant l'élection présidentielle, le CSP avait fait savoir qu'il était prêt à poursuivre son travail de refonte des programmes. Pourquoi démissionner maintenant ?**

Je démissionne, car j'ai le sentiment que le ministre n'est pas prêt à confier au CSP des missions correspondant aux chantiers à venir, comme ceux du lycée et du bac. A chacune de ses déclarations, Jean-Michel Blanquer prend grand soin de se présenter comme l'anti-Najat Vallaud-Belkacem, celui qui

veut sortir l'école de la funeste politique de refondation décrite par ses détracteurs comme le parachèvement de la destruction de l'école par les « pédagogistes » et les « égalitaristes ». Ses annonces, tout comme sa présence à la « une » de *Causeur* ou de *Valeurs actuelles*, sont autant de gestes politiques montrant qu'il sort de sa ligne annoncée de modération et de pragmatisme. A mon sens, il commet une erreur politique.

**Quelles ont été vos relations avec Jean-Michel Blanquer depuis sa nomination ?**

Nous avons eu une rencontre le 1<sup>er</sup> août, lors de laquelle j'ai pu constater ses réserves à l'égard du CSP. J'ai eu le sentiment qu'il ne connaissait pas vraiment ce que nous avons fait et n'avait pas la volonté de nous confier quoi que ce soit. Dans ces conditions, il devenait difficile pour moi d'envisager un maintien, ce que je n'ai pas caché au ministre.

Depuis, le CSP est resté sans nouvelles. Je n'accepte pas ce mépris, qui est aussi une marque choquante de désinvolture par rapport à une instance créée par la loi et qui a pleinement rempli son rôle. Cependant, je garde l'espoir que mon départ permette qu'on fasse de nouveau appel au CSP.

**Partir en raison de désaccords avec le ministre, n'est-ce pas reconnaître que l'indépendance du CSP était une illusion ?**

Pour prouver cette indépendance, il aurait suffi de donner au CSP de nouvelles missions. Au lieu de cela, le ministre multiplie, sans discussion ni concertation, les annonces souvent unilatérales et idéologiques, à l'opposé du pragmatisme revendiqué.

Au lieu de temporiser en admettant que des programmes de 2016 ont besoin de temps pour être évalués, il les remet en cause d'emblée. Il annonce qu'il faut enseigner les quatre opérations en CP et en CE1, qu'il faut mettre fin au prédictat en grammaire, comme si tout cela menaçait l'école de la République. Il détricote la réforme des rythmes et dit en même temps qu'il faut plus de temps pour les fondamentaux. Mais comment faire quand on réduit les semaines à quatre jours ?

**Etes-vous hostile à la science comme boussole des décisions pédagogiques ?**

Les sciences se conjuguent au pluriel. Or, visiblement, le ministre en a une conception restrictive. Je n'ai rien contre la neurophysiologie, sur laquelle il veut



s'appuyer. Mais alors que fait-il de la psychologie cognitive, de la didactique, de la sociologie, de l'histoire de l'éducation? Il faut faire référence à toutes les sciences, pas seulement à celles qui vous arrangent opportunément.

**Certains ont fait de vous l'incarnation de l'égalitarisme et du nivellement par le bas. Que leur répondez-vous?**

Personne ne m'a jamais entendu dire qu'il fallait transformer l'école en colonie de vacances! Les programmes sont exigeants; ma crainte était même qu'ils le soient trop. Le CSP a toujours eu deux credo: le premier, que tout être humain est capable d'apprendre, notamment quand il est mis en confiance. Le second, que l'une des conditions pour apprendre efficacement, c'est la continuité des apprentissages, à travers une logique de cycles de trois ans. C'est la raison pour laquelle je suis très critique par rapport au caractère de «couperet» que le ministre donne au CP, comme si tout était joué à 6 ans, alors que cette classe est conçue comme un cours préparatoire pour la suite.

Ce que j'ai vécu à la tête du CSP m'a en permanence ramené à l'idée que la bataille culturelle qui se joue depuis les années 1960 autour de l'éducation n'était pas

tranchée. Ou qu'elle risquait de l'être dans un sens négatif. Elle oppose les tenants et les adversaires d'une démocratisation scolaire. Pour les premiers, cette démocratisation n'est en aucun cas l'ennemi de la qualité des enseignements. Pour les autres, apprendre au plus grand nombre serait nécessairement faire baisser le niveau des meilleurs.

Ceux-là reviennent toujours à une conception des fondamentaux en recul même par rapport à l'époque de Ferdinand Buisson [*philosophe et éducateur*] et de Jules Ferry. Les fondamentaux, ce n'est pas simplement lire, écrire, compter et savoir se comporter. C'est aussi donner des rudiments de méthode scientifique, comprendre le monde dans sa dimension multiculturelle, appréhender les questions environnementales... La démocratisation est un défi, pas un problème. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
AURÉLIE COLLAS ET LUC CÉDELLE

**« LE MINISTRE MULTIPLIE,  
SANS DISCUSSION  
NI CONCERTATION,  
LES ANNONCES SOUVENT  
UNILATÉRALES  
ET IDÉOLOGIQUES »**